



UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE ET LOIRE

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin
Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00
udfo37@force-ouvriere.fr
<http://37.force-ouvriere.org>

COMMUNIQUE UD FO 37

La Commission Administrative de l'Union Départementale des syndicats FORCE OUVRIÈRE d'Indre et Loire s'est réunie ce jour. Elle a pris acte de la décision du Président Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale et considère, comme le précise le communiqué de la Confédération FO, qu'il s'agit d'un terrible aveu d'échec des politiques menées, doublé d'un déni de démocratie sociale.

Cette situation intenable, insoutenable à bien des égards, est la résultante des politiques conduites par les différents gouvernements (de droite comme de gauche), qui depuis 40 ans, appliquent à coups de contre-réformes successives une politique de casse des services publics, d'attaque contre les droits sociaux, de baisse du coût du travail, de remise en cause de la Sécurité Sociale, pour le compte et le profit exclusif du Capital (marchés financiers et les grandes entreprises).

Ces politiques libérales ont été encore aggravées par le Président Macron, qui n'a eu de cesse avec ses différents gouvernements depuis les 7 dernières années, de démolir méthodiquement tout ce qui avait été arraché par la lutte en 1936, en 1945 et qui donnait corps à la République Sociale : destruction de pans entiers du code du travail, des statuts de la fonction publique, multiples réformes de l'assurance chômage et du « marché du travail », réforme des retraites... entraînant une baisse des droits des travailleurs, un accroissement de la précarité, de la pauvreté et une insécurité sociale pour de trop nombreux salariés.

Pour faire passer cette politique, le gouvernement Macron n'a pas hésité à réprimer violemment la contestation (manifestations syndicales, des gilets jaunes ou comme à Sainte-Soline...) à poursuivre des syndicalistes en justice, à légiférer à coups de 49/3 tordant le bras du parlement, à basculer dans la réaction en adoptant des lois telles que la loi immigration, la loi dite « séparatisme » voire dans l'autoritarisme, avec les lois de sécurité globale, loi anti-manifestants et autres décrets attentatoires aux libertés individuelles et collectives fondamentales, sans oublier la marche vers une économie de guerre...

Pour occulter sa propre responsabilité dans la situation actuelle et faire taire la colère qui s'exprime contre sa politique de destruction des conquêtes sociales, le gouvernement Macron va tenter d'imposer une « Union Nationale », au détriment de la reconnaissance des intérêts particuliers et collectifs de la classe ouvrière. Ce n'est pas la voie qu'empruntera Force Ouvrière !

Comme l'indique encore notre confédération syndicale : depuis sa création, Force ouvrière s'est construite sur l'indépendance, le rejet de toute emprise et instrumentalisation politiques.

L'UD FO 37 réaffirme son opposition à toute forme de racisme et de rejet de l'autre, ainsi que son attachement fondamental aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

Ces élections n'ont fait et ne font que confirmer que le Président Macron (avec son gouvernement, avec « sa société du 10 décembre ») n'a aucune légitimité, qu'il n'a aucune base populaire et qu'il ne peut tenir que par la force des institutions que lui confère la Ve République.

Elections législatives anticipées, Jeux Olympiques dans la foulée...pour FO il n'y aura pas de trêve pour les revendications.

FO continue de porter ses revendications en toute indépendance et de défendre librement les intérêts des salariés.

L'UD FO 37 appelle tous ses syndicats, ses sections et ses militants à se réunir, à discuter dans des assemblées générales pour organiser la nécessaire riposte interprofessionnelle dans l'unité la plus large sur la base des revendications : **PAIN, PAIX, LIBERTE !**

- **L'augmentation immédiate et générale des salaires et des pensions, des minima sociaux. Le retour au mécanisme de l'échelle mobile des salaires.**
- **le SMIC porté à 80 % du salaire médian et la revalorisation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice dans la fonction Publique.**
- **L'abrogation de la réforme des retraites et de toutes les contre-réformes (départ à 60 ans avec 37,5 années de cotisations).**
- **Le retrait de la nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage et de la réforme dite « plein emploi » qui impose le travail gratuit des allocataires du RSA.**
- **L'abandon du projet de réforme de la Fonction Publique et des statuts.**
- **Défense des services publics avec la réouverture des lits d'hôpitaux, l'embauche de personnels soignants. La ré-injonction des centaines de milliards d'euros de budget prévu pour la guerre vers les services publics et à la population (notamment pour le logement social, pour le social et le médico-social).**
- **le retrait de la réforme du « choc des savoirs » à l'Education Nationale, l'abandon totale du Service National Universel (SNU) qui militarise l'école publique et la jeunesse. L'arrêt des fermetures de classes et la création de postes statutaires.**
- **le retrait pur et simple de la loi immigration.**
- **l'arrêt de la répression des syndicalistes pour leur action revendicative, des discriminations syndicales.**
- **un cessez-le-feu immédiat et permanent notamment à Gaza et en Ukraine ; l'arrêt des massacres, la fin des détentions arbitraires, la libération des otages.**

FO restera sur le terrain syndical pour porter ses revendications en toute indépendance et défendre les intérêts des salariés. L'UD FO 37 appelle ses syndicats et les adhérents FO à continuer la besogne syndicale féconde en proposant de renforcer le syndicalisme libre et indépendant par l'adhésion et le vote FO aux élections professionnelles.

Lors des prochaines élections législatives, l'UD FO 37 ne donnera aucune consigne de vote. Notre seule boussole, notre seule orientation, ce sont les revendications !